SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1859.

3^{me} Commission, composée des Sénateurs des provinces de Liège, Luxembourg et Flandre occidentale, chargée de vérifier les pouvoirs des Sénateurs élus par l'arrondissement de Louvain.

Présents : MM. le Baron de TORNACO, LONHIENNE, LAOUREUX, DE SELYS-LONGCHAMPS, BERGH, le Baron de FAVEREAU, le Baron d'ANETHAN, le Baron BETHUNE, F. VERGAUWEN, le Baron de MAZEMAN et le Comte MAURICE DE ROBIANO.

MESSIEURS,

La Commission, chargée de vérifier les pouvoirs de MM. le Baron d'Overschie de Neeryssche et Baron de Lacoste, a reconnu unanimement que ces deux honorables citoyens, qui ont déjà fait partie du Sénat, réunissent les conditions d'éligibilité, tant sous le rapport de la nationalité que sous ceux du cens et de l'âge.

Sur 3,556 votants, M. d'Overschie a obtenu 1,883 suffrages et M. de Lacoste 1,893, ce qui constitue respectivement 104 et 114 voix de plus que la majorité absolue.

Les opérations électorales s'étant faites régulièrement, il ne resterait à votre Commission qu'à vous proposer l'admission pure et simple des deux Membres élus, si, pendant qu'elle en délibérait, il n'était parvenu au Sénat une pétition demandant l'annulation des élections de Louvain, du chef de manœuvres illégales et de corruption.

Avant d'analyser les opinions qui se sont produites dans le sein de la Commission, permettez-nous, Messieurs, de vous faire connaître le fond de cette pétition, qui est signée de trente-deux électeurs de Louvain. Il est à notre connaissance, cependant, que, sur l'exemplaire adressé à la Chambre des Représentants, auquel sont joints certaines pièces justificatives, le nombre des signataires est beaucoup plus considérable.

La pétition attribue la majorité obtenue par les élus à des actes de corruption ; elle mentionne des menaces de retrait de bail faites par des propriétaires à des locataires. On aurait inspiré aux uns des espérances, aux autres de la crainte. Des actes du même genre se seraient produits envers des négociants par des consommateurs.

Des membres du clergé auraient menacé de faire usage de peines religieuses. — Enfin, de l'argent aurait été distribué sous prétexte de frais de voyage et de nourriture

Pour prouver ces différentes allégations, les réclamants offrent de produire des témoins, dont ils citent les noms. Ils apportent également des circulaires, où, dans une annotation, il est dit que « pour les frais de voyage on peut s'a-

dresser à M. le curé. »

Les réclamants se plaignent encore d'un article calomnieux envers M. le bourgmestre de Louvain et la police de cette ville, distribué pendant la nuit qui précéda l'élection ; mais ce fait a plutôt rapport à l'élection des Représentants qu'à celle des Sénateurs.

Après avoir examiné ces diverses questions, la Commission a procédé au vote. Aucune majorité n'a pu se former. Cinq membres ont voté la demande d'une enquête sans rien préjuger ; cinq membres se sont prononcés pour l'admission des élus ; enfin, un membre s'est abstenu au vote, tout en exprimant l'opinion que, si les faits mentionnés étaient reconnus exacts, ils auraient un caractère grave qui pourrait vicier la sincérité des opérations électorales, quelle que fût la majorité obtenue par les candidats.

Nous allons vous faire connaître, Messieurs, en très-peu de mots, les motifs allégués par les votants.

Ceux qui ont appuyé l'enquête pensent qu'il est plus que temps de mettre un terme aux manœuvres du genre de celles qui sont dénommées et qui tendent à se généraliser dans plusieurs arrondissements. Ils disent, notamment, que si l'on a toléré souvent le transport gratuit des électeurs, et leur nourriture pendant l'élection, il n'en est pas moins vrai que la remise directe aux électeurs de sommes d'argent dans ce but, constitue un fait beaucoup plus grave. Des membres pensent que le principe d'une indemnité pour frais de voyage et de séjour, à payer aux électeurs par le Gouvernement, à l'instar de ce qui se fait pour les témoins et les jurés, serait un moyen efficace pour couper court à la corruption.

Ils ajoutent que l'adoption du Projet de Loi voté par la Chambre des Représentants, pour le vote par ordre alphabétique, soustrairait bon nombre d'électeurs aux menaces et aux obsessions dont ils sont l'objet.

Ceux de nos collègues qui ont voté la validation pure et simple des élections, se fondent sur ce que l'usage d'indemniser les électeurs de leurs frais de voyage et de séjour est fort général, et n'a jamais donné lieu à annuler des élections. Ils ajoutent que rien ne leur prouve que les faits allégués soient constants. Plusieurs préfèrent le vote à la commune à l'indemnité proposée.

Les membres qui ont voté l'enquête, sans rien préjuger, déclarent subsidiairement qu'en supposant l'exactitude de la réclamation, ils n'entendent, en aucune façon, faire remonter la responsabilité des faits jusqu'à la personne des honorables candidats qui ont été élus.

Le Président,
Baron BETHUNE.

Le Rapporteur,
EDM. DE SELYS-LONGCHAMPS.